

LA RUSSIE, UN PARTENAIRE ÉNERGÉTIQUE INCONTOURNABLE

Engie et Gazprom ont célébré en 2015 les 40 ans de leur premier contrat d'approvisionnement long terme en gaz. Denis Simonneau, directeur des Relations européennes et internationales de l'énergéticien européen, revient sur la nécessité de maintenir des bonnes relations entre l'Union européenne et la Russie et défend le projet Nord Stream 2.

L'élan est là. Alors que les débats sur la transition, voire la révolution énergétique se renforcent partout et que près de 200 États ont pris des engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre lors de la COP 21 en décembre 2015, il est nécessaire que cette évolution vers une énergie moins carbonée soit portée par les énergéticiens eux-mêmes. C'est pourquoi ENGIE a engagé un virage stratégique vers des énergies plus propres avec l'objectif de devenir le leader mondial de la transition énergétique.

Dans ce contexte, le gaz constitue un élément de réponse majeur à la transformation du marché mondial de l'énergie. Il est indispensable pour permettre à l'Europe d'atteindre ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre. En tant que meilleur complément aux énergies renouvelables, il permet d'assurer la flexibilité et la sécurité du système électrique. 150 GW de capacités récentes de génération d'électricité à partir de gaz, adossées à un système gazier particulièrement développé, sont disponibles en Europe pour permettre de résoudre, dès à présent, le problème croissant d'intermittence qui résulte du développement continu des énergies renouvelables. L'essor du biogaz et du biométhane renforce cette tendance globale. Le gaz s'impose donc comme la source d'énergie incontournable de la révolution énergétique. Ainsi la sécurité énergétique gazière s'impose-t-elle comme un enjeu considérable pour l'Union européenne, d'autant plus que le déclin de sa propre produc-

tion, notamment en Mer du Nord et aux Pays-Bas, induit un besoin supplémentaire en importations, dont les estimations varient entre 120 et 150 milliards de mètres cubes annuels à l'horizon 2035. Face à cette dépendance croissante vis-à-vis du gaz extracommunautaire¹⁾, l'enjeu pour l'Union européenne réside dans la sécurisation de ses approvisionnements et dans l'achèvement du marché intérieur.

Partenariat équilibré entre l'UE et la Russie

ENGIE entretient une relation équilibrée et mutuellement bénéfique avec la Russie. Forte de quarante années de coopération commerciale, la relation durable entre ENGIE et Gazprom se présente comme un partenariat fiable et privilégié.

Cette coopération se voit aujourd'hui renforcée à la faveur du projet Nord Stream 2, qui est ancré dans la réalité des défis énergétiques de l'Union européenne. Composante d'une stratégie plus large de diversification

des voies d'approvisionnement (corridor Sud, gaz naturel liquéfié (NL), développement du biogaz), Nord Stream 2 est un projet industriel stratégique pour l'Union de l'énergie.

Fondé sur une logique économique et commerciale, sans subvention publique, et porté de manière équilibrée par ses actionnaires européens et russes²⁾, Nord Stream 2 contribuera à la sécurité énergétique de l'Europe à moyen et long terme, en reliant directement la Russie au cœur de l'Europe.

En cohérence avec les objectifs de l'Union de l'énergie, Nord Stream 2 favorisera non seulement une diversification des routes, mais aussi un renforcement du réseau gazier européen. Il apportera à l'Europe, et l'Europe centrale et orientale en particulier, des bénéfices en termes de sécurité d'approvisionnement et de modération des prix du gaz européen, facteurs de compétitivité des industries et d'accroissement du pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi, contrairement à ce que disent ses détracteurs, Nord Stream 2 conforte plusieurs objectifs de l'Union de l'énergie : la sécurité d'approvisionnement, la diversification des routes, les interconnexions et la compétitivité. 

Denis Simonneau, directeur des Relations européennes et internationales d'ENGIE



¹⁾ La dépendance de l'UE vis-à-vis des importations de gaz extracommunautaire est passée de 43 % en 1995 à 65 % en 2013. En 2014, l'UE dépend de ses importations pour 53,4 % de sa consommation d'énergie (source : Commission Européenne).

²⁾ Si Gazprom détient 50 % de la société de projet Nord Stream 2 AG, les entreprises européennes (OMV, EON, Wintershall, Shell et ENGIE) détiendront chacune 10 %, assurant ainsi l'équilibre des participations.